

OFFICE OF THE
PARLIAMENTARY BUDGET OFFICER



BUREAU DU
DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET

Surveillance de l'application du gel du budget de fonctionnement du gouvernement

Ottawa, Canada
Le 12 novembre 2010
www.parl.gc.ca/pbo-dpb

La Loi sur le Parlement du Canada confère au directeur parlementaire du budget (DPB) le mandat de fournir au Sénat et à la Chambre des communes des analyses indépendantes sur l'état des finances nationales, le budget des dépenses du gouvernement et les tendances de l'économie nationale.

La présente note propose un résumé des réductions du budget de fonctionnement indiquées par le gouvernement dans le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2010-2011, qui découlent du gel du budget de fonctionnement annoncé dans le budget de 2010.

Au cours de leur étude de ce budget supplémentaire des dépenses, les parlementaires souhaiteront peut-être demander un complément d'information aux ministères et organismes touchés afin de savoir comment ils ont réussi à appliquer ces réductions budgétaires et de connaître les conséquences que les réductions pourraient avoir pour la suite de leurs activités.

Préparé par Jason Jacques*

*Les observations sont les bienvenues. Pour obtenir de plus amples renseignements, communiquer avec Jason Jacques (courriel : jacquj@parl.gc.ca).

Contexte

- Le budget de 2010 a annoncé un train de trois mesures visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement des ministères :
 - Un gel des dépenses ministérielles liées aux déplacements, aux conférences et à l'accueil prévu dans le budget de 2009 a été maintenu au niveau de l'exercice 2008-2009;
 - Les ministères et organismes seront tenus de réaffecter des montants à l'interne pour financer les augmentations salariales de 1,5 % prévues dans l'ensemble de la fonction publique en 2010-2011;
 - Pendant les deux exercices suivants (2011-2012, 2012-2013), les budgets de fonctionnement seront bloqués aux niveaux de 2010-2011¹.
- L'ensemble de ces initiatives a été désigné comme un « gel du budget de fonctionnement », et il devrait se traduire par des économies de 6,8 milliards de dollars sur cinq ans, dont 300 millions de dollars en 2010-2011.
- Dans la *Mise à jour* d'octobre, le gouvernement a prévu que le gel du budget de fonctionnement limiterait la croissance à environ 1,4 % par année, en moyenne, de 2010-2011 à 2015-2016. Ce pourcentage est nettement inférieur au taux de croissance moyen de 6,4 % des dépenses de fonctionnement et de l'amortissement des immobilisations pendant la période de cinq ans qui a précédé immédiatement le Plan d'action économique (2004-2005 à 2008-2009)².
- Le DPB a demandé des détails sur les moyens que le gouvernement entendait prendre pour appliquer le gel prévu du budget de fonctionnement pendant la période visée par les projections. Le gouvernement a toutefois répondu qu'il s'agissait de renseignements confidentiels du Cabinet et qu'ils ne seraient pas rendus publics³. Le Comité permanent des opérations gouvernementales de la Chambre des communes a formulé récemment une demande semblable, que le gouvernement est en train d'étudier^{4,5}.

Surveillance actuelle

- Le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2010-2011 contient des renvois à 51 réductions dans les budgets de fonctionnement des ministères et organismes attribuables à « des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010⁶ ».

¹ <http://www.budget.gc.ca/2010/plan/chap4a-fra.html>.

² http://www2.parl.gc.ca/sites/pbo-dpb/documents/EEF_2010.pdf.

³ http://www2.parl.gc.ca/sites/pbo-dpb/documents/Response_IR009B.pdf.

⁴ <http://www2.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?DocId=%204689970&Mode=1&Parl=40&Ses=3&Language=F>.

⁵ Une évaluation détaillée du gel que le gouvernement prévoit imposer à certaines dépenses de fonctionnement figure dans la récente *Évaluation économique et financière* du DPB : http://www2.parl.gc.ca/sites/pbo-dpb/documents/EEF_2010.pdf.

⁶ <http://www.tbs-sct.gc.ca/est-pre/20102011/sups/B/docs/index-fra.pdf>.

- Les réductions de budget de fonctionnement proposées par le gouvernement s'élèvent à environ 181 millions de dollars en 2010-2011, soit plus de 60 % de la cible de 300 millions de dollars annoncée dans le budget de 2010. En moyenne, les compressions représentent environ 0,4 % des budgets de fonctionnement touchés.
- L'annexe A présente un tableau sommaire de toutes les réductions indiquées dans le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2010-2011 ainsi que des listes des ministères les plus touchés, aussi bien en chiffres absolus qu'en pourcentage du budget de fonctionnement⁷.
 - Comme on peut le constater d'après le tableau 2, plus de la moitié de la valeur des réductions est attribuable aux ministères et organismes du portefeuille *de la sécurité publique et de la défense*.
 - Comme on peut le constater d'après le tableau 3, si on mesure les réductions comme part du budget de fonctionnement total, le portefeuille *de la sécurité publique et de la défense* et celui *de la culture* sont parmi les plus durement touchés.

Questions clés

- Certes, le budget supplémentaire des dépenses que le gouvernement présente donne de l'information sur les sources possibles d'économies attribuables au gel du budget de fonctionnement, mais il reste plusieurs questions en suspens que les parlementaires souhaiteront peut-être soulever au cours des délibérations.
- Notons les questions suivantes :
 - **Qu'est-ce que les ministères et organismes ont fait pour réaliser ces économies?**
 - **Quels sont les impacts sur les opérations gouvernementales existantes et quelle a été l'effet des réductions sur les risques pour l'organisation – mesuré selon le Cadre de responsabilisation de gestion?**
 - **Les économies sont-elles ponctuelles ou permanentes?**
 - **Quand présentera-t-on au Parlement les détails des autres réductions du budget de fonctionnement qu'il faudra faire pour atteindre l'objectif du budget de 2010 en matière d'économies?**

⁷ On trouve également ces tableaux sur le site Web du DPB, à l'adresse <http://www2.parl.gc.ca/sites/pbo-dpb/FederalExpenditure.aspx?Language=F>.

Annexe A : Tableaux sommaires

Tableau 1 : Total des réductions du budget de fonctionnement

Organisation	Crédit	Réduction ¹	Total dépenses à ce jour ¹	Réduction en % du total ²
Agriculture et Agroalimentaire Canada	1	3 112 980 \$	766 322 638 \$	0,4%
Agence canadienne d'inspection des aliments	30	1 887 410 \$	598 031 200 \$	0,3%
Agence de prom. économ. du Canada atlantique	1	594 999 \$	88 290 478 \$	0,7%
Agence du revenu du Canada	1	1 353 132 \$	3 136 416 729 \$	0,0%
Patrimoine canadien	1	1 667 294 \$	233 023 792 \$	0,7%
Société Radio-Canada	15	13 761 089 \$	1 031 581 060 \$	1,3%
Musée canadien des civilisations	40	487 600 \$	71 137 730 \$	0,7%
Musée canadien de la nature	45	205 853 \$	33 154 904 \$	0,6%
Musée des beaux-arts du Canada	80	314 102 \$	42 952 120 \$	0,7%
Musée national des sciences et de la technologie	90	3 528 \$	34 380 603 \$	0,0%
Citoyenneté et Immigration	1	2 245 532 \$	594 871 461 \$	0,4%
Comm. de l'immigration et du statut de réfugié	10	724 552 \$	115 517 004 \$	0,6%
Ag. de dév. écon. du Canada régions du Québec	1	340 807 \$	51 964 451 \$	0,7%
Environnement	1	3 026 619 \$	818 484 607 \$	0,4%
Centre d'analyse des opér. et décl. financières	25	3 461 \$	50 889 489 \$	0,0%
Pêches Océans	1	6 607 143 \$	1 325 349 942 \$	0,5%
Affaires étrangères et Commerce international	1	2 772 578 \$	1 676 306 113 \$	0,2%
Agence can. de développement international	20	1 395 606 \$	216 815 020 \$	0,6%
Centre de recherches pour le dév. international	35	559 222 \$	195 088 432 \$	0,3%
Commission mixte internationale	40	25 246 \$	8 543 455 \$	0,3%
Santé	1	4 744 728 \$	2 025 889 780 \$	0,2%
Instituts de recherche en santé du Canada	20	5 232 \$	52 328 518 \$	0,0%
Ress. humaines et Dévelop. des compétences	1	4 155 613 \$	754 066 443 \$	0,6%
Affaires indiennes et du Nord canadien	1	3 364 095 \$	1 396 729 051 \$	0,2%
Industrie	1	2 927 370 \$	433 832 511 \$	0,7%
Agence spatiale canadienne	25	352 674 \$	262 455 603 \$	0,1%
Conseil national de recherches du Canada	70	2 992 358 \$	410 539 583 \$	0,7%
Conseil de rech. en sc. naturelles et en génie	75	351 009 \$	46 556 958 \$	0,8%
Conseil de recherches en sciences humaines	90	30 223 \$	24 902 405 \$	0,1%
Statistique Canada	105	3 477 566 \$	514 240 744 \$	0,7%
Justice	1	1 249 240 \$	302 672 130 \$	0,4%
Service administratif des tribunaux judiciaires	30	382 355 \$	57 140 025 \$	0,7%
Bureau du directeur des poursuites pénales	35	151 474 \$	154 268 151 \$	0,1%
Commissaires information et protec. vie privée	40&45	75 813 \$	32 725 744 \$	0,2%

1. Selon le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2010-2011.

2. Vert = réduction égale ou sup. à la moyenne; jaune = jusqu'à 2 fois la moyenne; rouge = plus de 2 fois la moyenne

Tableau 1 : Total des réductions du budget de fonctionnement (suite)

Organisation	Crédit	Réduction ¹	Total dépenses à ce jour ¹	Réduction en % du total ²
Défense nationale	1	79 884 621 \$	15 656 720 289 \$	0,5%
Comm. d'examen des plaintes police militaire	20	8 276 \$	6 628 368 \$	0,1%
Ressources naturelles	1	2 219 795 \$	851 268 476 \$	0,3%
Commission canadienne de sûreté nucléaire	20	49 516 \$	43 963 575 \$	0,1%
Bureau du Conseil privé	1	656 942 \$	149 780 206 \$	0,4%
Sécurité publique et Protection civile	1	639 926 \$	148 296 308 \$	0,4%
Agence des services frontaliers du Canada	10	8 947 432 \$	1 485 383 055 \$	0,6%
Service canadien de renseignement de sécurité	20	5 288 076 \$	456 554 255 \$	1,2%
Service correctionnel	30	4 862 493 \$	1 955 321 740 \$	0,2%
Comm. nationale des libérations conditionnelles	40	378 740 \$	43 041 950 \$	0,9%
Bureau de l'enquêteur correctionnel	45	22 750 \$	3 625 334 \$	0,6%
Gendarmerie royale du Canada	50	3 623 242 \$	2 415 440 629 \$	0,2%
Travaux publics et Services gouvernementaux	1	5 335 366 \$	2 941 302 874 \$	0,2%
Transports	1	2 136 930 \$	652 700 632 \$	0,3%
Bureau de l'infrastructure du Canada	55	138 656 \$	57 999 960 \$	0,2%
Secrétariat du Conseil du Trésor	1	1 445 441 \$	253 703 847 \$	0,6%
Diversification de l'économie de l'Ouest	1	308 534 \$	59 397 156 \$	0,5%
Total des réaffectations		181 295 239 \$	44 738 597 528 \$	0,4%
Cible du budget de 2010		300 000 000 \$		
% de la cible		60%		

1. Selon le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2010-2011.

2. Vert = réduction égale ou sup. à la moyenne; jaune = jusqu'à 2 fois la moyenne; rouge = plus de 2 fois la moyenne

Tableau 2 : Les dix réductions les plus fortes en dollars

Organisation	Réduction ¹	Réduction en % du total ²
1. Défense nationale	79 884 621 \$	0,5%
2. Société Radio-Canada	13 761 089 \$	1,3%
3. Agence des services frontaliers du Canada	8 947 432 \$	0,6%
4. Pêches Océans	6 607 143 \$	0,5%
5. Travaux publics et Services gouvernementaux	5 335 366 \$	0,2%
6. Service canadien de renseignement de sécurité	5 288 076 \$	1,2%
7. Service correctionnel	4 862 493 \$	0,2%
8. Santé	4 744 728 \$	0,2%
9. Ressources humaines et Dévelop. des compétences	4 155 613 \$	0,6%
10. Gendarmerie royale du Canada	3 623 242 \$	0,2%

Tableau 3 : Les dix réductions les plus fortes en %

Organisation	Réduction ¹	Réduction en % du total ²
1. Société Radio-Canada	13 761 089 \$	1,3%
2. Service canadien de renseignement de sécurité	5 288 076 \$	1,2%
3. Comm. nationale des libérations conditionnelles	378 740 \$	0,9%
4. Conseil de rech. en sc. naturelles et en génie	351 009 \$	0,8%
5. Patrimoine canadien	1 667 294 \$	0,7%
6. Musée des beaux-arts du Canada	314 102 \$	0,7%
7. Conseil national de recherches du Canada	2 992 358 \$	0,7%
8. Musée canadien des civilisations	487 600 \$	0,7%
9. Statistique Canada	3 477 566 \$	0,7%
10. Ag. de dév. écon. du Canada régions du Québec	340 807 \$	0,7%

1. Selon le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2010-2011.